

Richard Bousquet

Défi stimulant ou illusoire?

Le 1^{er} avril, le nouveau train du développement local sera sur la voie de départ dans une centaine de localités québécoises. Les Centres locaux de développement (CLD) risquent d'être torpillés et détournés de leur raison d'être dès leurs premiers mois d'existence.

Ils seront nombreux à monter à bord du train: représentants des municipalités, des milieux des affaires, syndical, communautaire, agricole, coopératif, institutionnel, entre autres, tous élus par et au sein de leur milieu respectif. Ils tenteront de se concerter pour doter leur région d'un plan d'action local visant la création d'emplois et le développement d'une économie socialement rentable. Priorisant tantôt l'environnement, tantôt le tourisme, axant le développement d'une région sur tel ou tel autre secteur économique d'avenir, le CLD pourra aider au démarrage et au montage financier d'une entreprise tout en s'assurant qu'elle créera des emplois pour des personnes du coin.

FAIRE CONFIANCE AU MILIEU?

La loi sanctionnée en décembre dernier se veut souple pour respecter les couleurs locales. Toutefois, aucun secteur représenté ne peut être majoritaire ou déséquilibrer les forces en présence au conseil d'administration. «On a reconnu l'imputabilité financière des maires mais le développement économique local n'appartient pas qu'aux maires et aux gens des affaires. La participation des autres acteurs travaillant sur la qualité de vie de la population est essentielle pour en garantir le dynamisme», précise Harold Lebel, porte-parole du ministère des Régions.

fonds publics.» Pour eux, l'équilibre se fait entre les élus municipaux et les autres.

Sur le terrain, cette vision du développement transpire dans l'implantation des CLD. Dans la majorité des MRC, la structure de développement économique municipale existante se transforme en CLD, ouvrant son conseil, initialement composé de personnes des milieux municipal et des affaires, à différents secteurs, un-e représentant-e par milieu. À plusieurs endroits, les gens du communautaire et des syndicats ont fait connaître, sans succès, leur insatisfaction face au déséquilibre des sièges. «Il faut que les gens prennent la place qui leur revient, la place que chacun mérite. Quand les centrales syndicales s'en viennent à la table, ils n'amènent pas l'argent du Fonds de solidarité (de la FTQ), ils veulent gérer les fonds des autres. Si tu veux contrôler l'argent des municipalités, tu te fais élire, il n'y a pas plus démocratique que le pouvoir municipal», commente le président de l'UMQ.

La responsable du dossier des CLD au Chantier de l'Économie sociale, Marie-Hélène Méthé, est inquiète: «Le "pas de mur à mur" a des effets pernicieux. Les élus municipaux veulent le contrôle total avec leurs alliés économiques naturels. Certains ne veulent rien savoir de l'économie sociale ou la banalisent dans une voie d'évitement de l'économie et les groupes communautaires sont souvent peu présents dans le débat.»

QUAND L'ARGENT NE SUIT PAS

L'implication des chambres de commerce passe difficilement de la parole aux actes. Le propos du président de la Chambre de commerce du Québec, Michel Audet, est clair: «Avec de 5 à 600 000 \$ par CLD en moyenne, il ne faut pas se compter d'histoire, on va saupoudrer et multiplier les petites initiatives. Le dernier congrès de la Chambre de commerce a pris le virage du développement économique local mais dans la majorité des cas jusqu'à maintenant le candidat de la Chambre n'a pas été retenu. Il ne faudrait pas s'étonner de la démobilisation du milieu des affaires dans quelques mois.»

Sur le territoire de la Ville de Montréal, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) appuie la démarche des sept corporations de développement économique et communautaire (CDEC) comme repré-

DÉCÈS D'UN COMPLICE DE RECTO VERSO

«Les conflits d'intérêts existent à tous les niveaux et il est essentiel de les identifier concrètement. Je remarque qu'on a peur de nommer qui est avec nous, de notre bord, et qui ne l'est pas. Cette peur vient sans doute d'une fausse conception de ce que la tradition judéo-chrétienne nous a légué sur la charité.»

Roger Poirier, oblat, † 1926-1998

Le monde municipal a compris le message à sa façon. Le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Mario Laframboise, précise: «L'objectif initial du ministre (du développement des régions) Guy Chevrette était de 160 millions \$ pour la première année et il ne met finalement que 60 millions \$. On met beaucoup plus d'argent dans les CLD que le gouvernement. Il était important que le monde municipal ait la possibilité de nommer 50% des représentants au CA de chacun des CLD pour empêcher que des gens dilapident les